

Blanquer aborde fermement la rentrée scolaire

Malgré les critiques de syndicats, le ministre entend maintenir le cap des réformes engagées depuis deux ans.

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)

PERSONNE n'est dupe. Si le ministre de l'éducation a placé sa troisième rentrée sous le signe du « dialogue social approfondi », c'est sans ciller et au pas de course qu'il entame la mise en œuvre de ses réformes, écrites au cours des deux années précédentes. Une main de velours dans un gant de fer. Du côté des syndicats enseignants, on est bien obligé de saluer, timidement, cette ouverture. Mais, pour eux, Jean-Michel Blanquer, l'homme de droite, libéral et pragmatique, reste l'ennemi. Après la contestation estivale et le blocage de copies du bac par une minorité de militants, le Snes, syndicat majoritaire farouchement opposé à la réforme du lycée, a déposé un préavis de grève sur les deux premières semaines de la rentrée. Dans le premier degré, le SNUipp a fait savoir que les évaluations nationales, instaurées depuis l'an dernier en CP et CE1 par un ministre désireux d'évaluer les élèves, mais aussi les enseignants et le système, pourraient être boycottées. « De nombreux enseignants vont faire en sorte de bien noter tous leurs élèves pour les rendre caduques », promet-on. À Vincennes, ce sont quelques centaines de militants qui avaient organisé, du 26 au 28 août, une « université d'été enseignante », en marge des syndicats et placée sous le signe de la contestation des réformes gouvernementales.

De quoi faire écho dans les rangs des 870 000 enseignants de France qui font ce vendredi leur prérentrée et au-delà ? La crise du bac a marqué les esprits. Selon un sondage Odoxa pour *Le Figaro* et Franceinfo sur la rentrée, paru ce vendredi, une courte majorité de Français (52 %) estiment que d'éventuelles grèves des enseignants en septembre seraient « justifiées ». Quant à la popularité du ministre, elle s'élève à 46 %. Un entre-deux.

Soucieux d'écartier tout regain de contestation, Jean-Michel Blanquer n'en poursuit pas moins fermement sa réforme éducative. Son maître mot en

cette rentrée ? La réussite. « Réussite des élèves, du système éducatif et de la France », a-t-il martelé, alors que les prochaines évaluations internationales Pisa, où l'Hexagone ne brille pas, sont attendues pour décembre. Priorité au primaire toujours - où 2 300 postes sont créés cette année -, pour « attaquer à la racine la difficulté scolaire » et asseoir les fondamentaux, à commencer par l'apprentissage « phonologique et syllabique » de la lecture, qui n'est pas sans hérisser le monde « péda ». À mi-quinquennat, le ministre se félicite de certaines promesses déjà tenues, à commencer par celle d'Emmanuel Macron de dédoubler

les CP et CE1 de l'éducation prioritaire.

Du côté de l'enseignement secondaire - qui perd 2 600 postes -, la fameuse réforme du bac et du lycée entre en application en première, où les élèves ont désormais fait le choix de trois spécialités (parmi douze dans la voie générale), en lieu et place des filières. Un changement d'ampleur qui devrait bouleverser les habitudes des élèves et de leurs professeurs. Et qui a largement alimenté la grogne des syndicats, qui a atteint son apogée en juillet dernier, avec la rétention des copies du bac 2019. Pour montrer sa bonne volonté, le ministre a concédé la mise en place d'un « comité de suivi » de la réforme. Si celui-ci pourra se montrer « créatif », a assuré le ministre, pas question de remettre en question cette philosophie de « lycée à la carte » ni la prise en compte du contrôle continu. « Nous ne voulons pas d'un comité d'autosatisfaction, empreint de méthode Coué. Nous jugerons sur pièces », résume Stéphane Crochet, à l'Unsa.

« La réforme des retraites va être l'occasion de discuter de la rémunération des enseignants »

JEAN-MICHEL BLANQUER

Mais les syndicats, cette année, seront occupés par un sujet qui devrait largement l'emporter sur les autres : celui des rémunérations. Un sujet que Jean-Michel Blanquer a mis sur le tapis dès sa conférence de presse de rentrée. Sans manquer de rappeler que le chef de l'État et son premier ministre ont clairement évoqué le cas des enseignants dans le dossier de la réforme des retraites. « Cette réforme va être l'occasion de discuter de la rémunération des enseignants, en étant conscient qu'il existe un retard depuis des décennies, notamment en matière de primes », a-t-il indiqué. Aux syndicats, il a précisé qu'une rencontre prochaine avec Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites, était prévue. Le Snes se tient prêt. « Aborder la question des rémunérations uniquement par le biais des retraites et des primes est inquiétant, estime sa secrétaire générale. Nous ne voyons pas de volonté de revalorisation générale. »

Pourtant, il y aura bien une revalorisation générale, héritée du quinquennat précédent et budgétée cette année par l'actuel. Une mesure mise en avant par le ministre sur BFM. Elle s'élèvera, en moyenne, à 300 euros... par an. « De quoi s'acheter une pizza et une place de ciné par mois », lâche Jean-Rémi Girard, au Snalc. ■